Communiqué de presse conjoint des ministres des affaires étrangères du Small Group sur la Syrie, le 14 novembre 2019.

2019-11-14

Les ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, des Etats-Unis, de la France, de la Jordanie et du Royaume-Uni soutiennent résolument l'action du Secrétaire général des Nations unies et de l'envoyé spécial Geir Pedersen dans la mise en oeuvre de la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

Au cours des dernières semaines, les Nations unies ont ouvert la voie à des progrès du processus politique avec le lancement du comité constitutionnel, qui peut constituer une première étape en vue d'une solution politique. Après plus de huit longues années de violences, aucune solution militaire ne saurait ramener la stabilité en Syrie, permettre aux Syriens déplacés de regagner leurs foyers volontairement et en toute sécurité, et vaincre le terrorisme.

Nous demeurons résolus à soutenir la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et nous opposons aux changements démographiques forcés. Nous appelons en particulier tous les acteurs dans le Nord-est à appliquer un cessez-le-feu immédiat et à cesser toute offensive militaire. Nous nous engageons à ne fournir aucune assistance à toute forme de réinstallation de réfugiés dans le Nord-est syrien qui ne serait un retour sûr, digne, et volontaire des réfugiés dans leurs foyers.

Nous appelons également à une cessation immédiate et véritable des hostilités à Idlib, incluant une cessation immédiate des attaques contre les civils. En outre, nous soulignons la nécessité de traiter effectivement la menace terroriste émanant d'Idlib et du nord-ouest de la Syrie.

Nous demandons à la communauté internationale de s'engager en soutien aux Nations unies en vue de la mise en oeuvre de tous les aspects de la résolution 2254 du Conseil de sécurité, avec notamment un cessez-le-feu national, la rédaction d'une constitution syrienne véritablement représentative, la libération massive de prisonniers politiques, ainsi que la tenue d'élections libres, impartiales et crédibles, sous supervision des Nations unies. Les déplacés, les réfugiés et la diaspora doivent être en mesure de participer à ces élections dans un environnement sûr et neutre. Nous continuons d'appuyer les efforts visant à assurer

que tous les auteurs de violations, en Syrie, du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'Homme, soient identifiés et rendent des comptes.

Nous encourageons également la communauté internationale à fournir une assistance humanitaire à l'ensemble de la Syrie avec le soutien des agences des Nations unies et nous soulignons l'importance de garantir un accès humanitaire sûr et sans entraves à tous les Syriens dans le besoin. Nous soutenons également un retour sûr, digne et volontaire des réfugiés dans leurs foyers

Enfin, nous exprimons notre engagement à oeuvrer à une défaite durable de Daech et des autres organisations terroristes désignées par les Nations unies. Nous rappelons à la communauté internationale qu'un règlement politique en Syrie demeure essentiel afin d'assurer durablement cet objectif commun.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 20 novembre 2019

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/271915-ministere-de-leurope-et-des-affaires-etrangeres-14112019-syrie